

## **PROJET DE MODIFICATIONS**

### **Projet de modification de l'arrêté du 17 octobre 2003 portant organisation d'un réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement, modifié par arrêté du 3 mars 2004.**

**Le ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de la santé et de la protection sociale,**

Vu l'article R. 1333-11 du code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2002-254 du 22 février 2002 relatif à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire ;

Vu le décret n° 2002-255 du 22 février 2002 modifiant le décret n° 93-1272 du 1er décembre 1993 et créant une direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ;

#### **Arrêtent**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article R. 1333-11 du code de la santé publique, le présent arrêté définit :

- le mode d'organisation du réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement, ci-après dénommé "le réseau national" ;
- les critères de qualification auxquels doivent satisfaire les laboratoires agréés ;
- les modalités de la transmission des résultats des mesures des laboratoires agréés au réseau national.

#### **Section I**

##### **Organisation du réseau national**

##### **Article 2**

(modifié par arrêté du 3 mars 2004)

Les orientations du réseau national sont fixées par le directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, après avis d'un comité de pilotage du réseau réunissant à cet effet :

- 1° un représentant du ministre chargé de la santé, président du comité ;
- 2° un représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- 3° un représentant du ministre chargé de la consommation ;
- 4° un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- 5° un représentant du ministre chargé de la défense ;
- 6° un représentant de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) ;
- 7° un représentant de l'Institut national de veille sanitaire (INVS) ;
- 8° un représentant de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) ;
- 9° un représentant des personnes responsables des activités nucléaires mentionnées au point 1 de l'article R. 1333-11 du code de la santé publique, désigné par le ministre chargé de l'environnement pour une durée de trois ans ;
- 10° un représentant des personnes responsables des activités nucléaires mentionnées au point 1 de l'article R. 1333-11 du code de la santé publique, désigné par le ministre chargé de la santé, pour une durée de trois ans ;
- 11° un représentant des organismes mentionnés au point 2 de l'article R. 1333-11 du code de la santé publique, désigné par le ministre chargé de l'environnement pour une durée de trois ans ;
- 12° un représentant des organismes mentionnés au point 2 de l'article R. 1333-11 du code de la santé publique, désigné par le ministre chargé de la santé pour une durée de trois ans ;
- 13° une personne qualifiée, désignée par le ministre chargé de l'environnement pour une durée de trois ans ;
- 14° une personne qualifiée, désignée par le ministre chargé de la santé pour une durée de trois ans ;
- 15° deux représentants de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Un arrêté du ministre chargé de la santé désigne les agents publics appelés en raison de leur qualité à siéger ou à se faire représenter au sein du comité de pilotage au titre des 1° à 5°.

Les membres du comité mentionnés au 6° à 15° sont nommés par arrêté du ministre chargé de la santé. Sauf pour les personnes qualifiées, des suppléants peuvent leur être désignés.

Le comité de pilotage est réuni à l'initiative du directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et au moins une fois par an, ainsi qu'à la demande d'un tiers de ses membres.

Les avis du comité de pilotage sont rendus publics notamment sur les sites Internet de la direction générale de la sûreté nucléaire et la radioprotection et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Le secrétariat du comité est assuré par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. »

### **Article 3**

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire gère le réseau. A ce titre, il assure :

- la centralisation et l'exploitation des résultats des analyses ;
- la validation et le traitement des résultats de ces analyses ;
- la mise à disposition et la diffusion de ces données vers les administrations responsables des activités nucléaires et le public ;
- la conservation et l'archivage de ces données.

Les informations collectées par le réseau national de mesure de la radioactivité de l'environnement sont mises à disposition de l'Institut national de veille sanitaire conformément à l'article L.1413-4 du code de la santé publique.

### **Article 4**

Les données collectées sont rendues publiques notamment sur les sites Internet de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Le format des données mises à disposition du public est défini par le comité de pilotage mentionné à l'article 2.

### **Article 5**

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire établit chaque année un rapport de gestion du réseau national et un rapport de synthèse sur l'état radiologique de l'environnement lorsque les données collectées par le réseau le permettent. Ce rapport de synthèse est complété par une présentation des estimations des impacts radiologiques des principales activités nucléaires. Il est présenté au comité de pilotage mentionné à l'article 2, puis transmis au directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. Ce rapport est rendu public notamment sur les sites Internet de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

## **Section II**

### **Conditions d'agrément et critères de qualification des laboratoires de mesure de radioactivité dans l'environnement**

### **Article 6**

La présente section définit les conditions suivant lesquelles les laboratoires mentionnés à l'article R. 1333-11 du code de la santé publique peuvent recevoir, à compter de la date de publication du présent arrêté, un agrément du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé pour les analyses de radioactivité dans l'environnement qu'ils transmettent au réseau national.

### **Article 7**

Le laboratoire met en place, pour chaque catégorie d'analyse pour laquelle il sollicite un agrément, les compétences techniques et un système qualité conformément à la norme NF EN ISO/CEI 17025. Sont réputés satisfaire à cette disposition les laboratoires disposant d'une accréditation délivrée par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Lorsque les programmes d'accréditation sont incomplets, en attente ou inexistant, les normes AFNOR ou ISO en vigueur ou, à défaut, les méthodes reconnues par la commission d'agrément sont utilisées.  
En l'absence d'accréditation, le directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection peut mandater un organisme pour contrôler la conformité des pratiques du laboratoire à la norme précitée.

#### **Article 8**

Les catégories d'agréments correspondant aux différentes matrices environnementales analysées et aux catégories de mesures effectuées par les laboratoires sur ces matrices sont définies dans la grille en annexe 1.

#### **Article 9**

L'agrément est accordé ou refusé sur proposition de la commission d'agrément dont la composition est fixée à l'article 15 ci-dessous. La commission se prononce sur la base d'une demande d'agrément, présentée par le responsable de l'organisme dont le laboratoire pétitionnaire dépend. Cette demande comprend un dossier dans lequel figurent les informations mentionnées aux annexes 2 et 3 du présent arrêté.

#### **Article 10**

Pour bénéficier d'un agrément, les laboratoires doivent participer à leurs frais aux essais inter laboratoires mis en place par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. La fréquence et la nature des essais et les conditions de participation sont fixées par ce dernier après avis de la commission d'agrément prévue à l'article 15.

Un agrément peut toutefois être accordé, sur avis de la commission d'agrément visée à l'article 15, sur présentation par le demandeur de résultats d'essais équivalents réalisés dans un Etat membre de l'Union européenne, reconnus par ledit Etat membre, ou de résultats d'essais inter laboratoires organisés notamment par l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique. Un agrément peut être décerné à tout laboratoire d'un Etat membre de l'Union européenne répondant aux critères d'agrément qui en ferait la demande.

#### **Article 11**

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, en tant qu'organisateur des essais inter laboratoires, respecte les exigences du guide ISO/CEI 43-1. Il est accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

#### **Article 12**

Les essais inter laboratoires doivent être réalisés par le laboratoire pétitionnaire. Ils ne peuvent en aucun cas être sous-traités à un autre laboratoire.

#### **Article 13**

Un organisme disposant de laboratoires sur plusieurs sites géographiques sur lesquels interviennent des équipes différentes doit déposer une demande d'agrément pour chaque laboratoire pétitionnaire localisé sur chacun de ces différents sites.

#### **Article 14**

Le directeur du laboratoire informe le directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection de toute modification importante apportée au système qualité de son laboratoire, notamment en cas de :

- changement des signataires des résultats d'analyses,
- réorganisation du laboratoire,
- le cas échéant, évolution de son périmètre d'accréditation,

dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la date de la modification.

## **Article 15**

(modifié par arrêté du 3 mars 2004)

La commission d'agrément est nommée par arrêté du ministre de la santé. Elle est composée de :

- 1° un représentant du ministre chargé de la santé, président de la commission ;
- 2° un représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- 3° un représentant du ministre chargé de la consommation ;
- 4° un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- 5° un représentant du ministre chargé de la défense 6° une personne qualifiée choisie par le ministre chargé de l'environnement ;
- 7° une personne qualifiée choisie par le ministre chargé de la santé ;
- 8° un représentant des laboratoires agréés choisi par le ministre chargé de l'environnement ;
- 9° un représentant des laboratoires agréés choisi par le ministre chargé de la santé ;
- 10° deux représentants de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire ;
- 11° un représentant des organismes de normalisation.

Un arrêté du ministre chargé de la santé désigne les agents publics appelés en raison de leur qualité à siéger ou à se faire représenter au sein de la commission au titre des 1° à 5°.

Les membres de la commission mentionnés au 6° à 11° sont nommés, ainsi que leur suppléant, par arrêté du ministre chargé de la santé.

Le secrétariat de cette commission est assuré par la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. La commission d'agrément est réunie à l'initiative de cette direction au moins une fois par an. »

## **Article 16**

L'ensemble des pièces du dossier de demande, d'extension, ou de renouvellement d'agrément doit être déposé auprès de la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection avant le 30 juin précédant la première année de la période pour laquelle l'agrément est sollicité. La direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection peut requérir du demandeur toutes informations complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

## **Article 17**

Les agréments sont délivrés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé pour une période maximale de quatre années à compter de la publication de l'arrêté.

Cet arrêté mentionne les catégories d'analyses pour lesquels l'agrément est délivré. Il est publié au Journal officiel.

## **Article 18**

En cas d'échec d'un laboratoire à un essai interlaboratoire présenté à l'occasion d'une demande de renouvellement d'agrément, la commission désignée à l'article 15 peut prononcer une suspension provisoire d'agrément, assortie de dispositions particulières.

## **Article 19**

Lorsqu'un laboratoire fait référence à l'agrément, soit sur des rapports d'essais, soit dans des documents rédigés à des fins commerciales ou publicitaires, il doit utiliser le libellé suivant : « laboratoire agréé par les ministères chargés de la santé et de l'environnement » avec la mention du (ou des) code(s) d'analyse(s) de la grille des agréments définie à l'article 8, pour lesquels l'agrément lui a été délivré.

## **Article 20**

Sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires, tout laboratoire auteur de fausses déclarations dans le dossier soumis en appui de la demande d'agrément est passible d'un retrait d'agrément. En cas de non-respect des conditions annexées à l'agrément, celui-ci peut être suspendu provisoirement ou retiré par décision conjointe motivée du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé, après avis de la commission d'agrément.

### **SECTION III**

#### **Transmission des résultats des mesures des laboratoires agréés au réseau national**

##### **Article 21**

Les exploitants ou gestionnaires de sites sur lesquels s'exercent des activités nucléaires ainsi que les collectivités territoriales, les services de l'Etat et ses établissements publics qui, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, effectuent des contrôles de radioactivité dans l'environnement, sont tenus d'effectuer ou faire effectuer leurs mesures réglementaires par des laboratoires agréés et d'en transmettre les résultats à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire pour diffusion sur le réseau national de mesures de la radioactivité.

##### **Article 22**

En situation d'urgence radiologique, lorsque les analyses réalisées par l'IRSN révèlent un taux anormal de radioactivité susceptible d'entraîner un dépassement des limites fixées à l'article R. 1333-8 du code de la santé publique, notamment du fait de l'émission en quantités importantes de substances radiologiques dans l'environnement, il est procédé, sans délai, à une information du directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et de l'autorité de police compétente qui mettent en œuvre, chacun en ce qui le concerne, les mesures d'information de la population mentionnées à l'article R. 1333-90 du code de la santé publique.

Les exploitants ou gestionnaires de sites nucléaires ainsi que les collectivités territoriales, les services de l'Etat et ses établissements publics effectuant des contrôles réglementaires de radioactivité dans l'environnement, transmettent, sans délai, leurs résultats d'analyse à l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire.

##### **Article 23**

Tout laboratoire agréé ou organisme pour lequel les analyses sont effectuées, peut transmettre ses résultats de mesures à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire pour diffusion sur le réseau national de mesures de la radioactivité de l'environnement.

##### **Article 24**

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire s'engage à mentionner la source des résultats qu'il diffuse sur le réseau national.

##### **Article 25**

Les informations qui doivent accompagner les résultats de mesures sont celles indiquées par les recommandations de la Commission européenne du 8 juin 2000 au Journal officiel des communautés européennes n° L 191 du 27 juillet 2000 p. 0037 – 0046, concernant l'application de l'article 36 du traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), relatif à la surveillance des taux de radioactivité dans l'environnement en vue d'évaluer l'exposition de l'ensemble de la population. Ces informations sont celles mentionnées à l'annexe -4 du présent arrêté. L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire définit les supports documentaires sur lesquels doivent être transmises les informations qu'il est chargé de collecter au titre de l'article 3 du présent arrêté.

### **SECTION IV**

#### **Dispositions finales**

##### **Article 26**

Les arrêtés du 7 août 1990 pris par le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, fixant respectivement :

- les modalités des programmes d'intercomparaison des mesures de la radioactivité de l'environnement et des denrées destinées à la consommation et,
- les modalités d'obtention de renouvellement et de retrait du certificat de qualification technique institué par le décret n° 88-715 du 9 mai 1988 relatif à l'harmonisation des mesures de la radioactivité de l'environnement et des denrées alimentaires,

sont abrogés.

Toutefois, les certificats obtenus au titre des arrêtés abrogés restent valables jusqu'à la publication au Journal officiel des agréments délivrés à la suite de l'organisation des nouveaux essais inter laboratoires.

**SECTION V**  
**Dispositions transitoires**

**Article 27**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux laboratoires effectuant des mesures réglementaires pour les organismes désignés à l'article 21, au plus tard le 31 décembre 2008.

**Article 28**

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire se met en conformité avec les dispositions de l'article 11 du présent arrêté, au plus tard le 31 décembre 2006.

**Article 29**

A compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'à la publication au *Journal officiel* des arrêtés relatifs aux agréments prévus à l'article 6 du présent arrêté, les résultats des mesures fournis par les organismes désignés à l'article 21 titulaires des certificats mentionnés au dernier alinéa de l'article 26 pourront être diffusés sur le réseau national.

**Article 30**

Le directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

Le ministre de l'écologie et du développement durable,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs

T. TROUVE

Le ministre de la santé et de la protection sociale,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection,

A.-C.LACOSTE

# PROJET DE MODIFICATIONS

## Annexe 1

### Grille des catégories d'agrément des laboratoires de mesures de la radioactivité de l'environnement

L'agrément d'un laboratoire est défini par un code numérique à 2 composantes :

- le type de matrice (code à 1 chiffre de 1 à 6)
- la catégorie de mesures radioactives (code à 2 chiffres de 01 à 16)

Code :	Catégorie de mesures radioactives	Type 1 : Eaux - Eaux consommation, Eaux de surface, Eaux souterraines , Eaux de rejet, ...	Type 2 : Matrices sols - Terres, sédiments boues, ...	Type 3 : Matrices biologiques - Végétaux, lait, faune, flore...	Type 4 : Aérosols sur filtre -	Type 5 : Gaz air	Type 6 : Milieu ambient (sol/air)
.. -01	Radionucléides émetteurs $\gamma$ > 100 keV	1_01	2_01	3_01	4_01	5_01	-
.. -02	Radionucléides émetteurs $\gamma$ < 100 keV	1_02	2_02	3_02	4_02	5_02	-
.. -03	Alpha global	1_03			4_03		-
.. -04	Bêta global	1_04			4_04		-
.. -05	H-3	1_05	2_05	3_05		Cf eau	-
.. -06	C-14	1_06	2_06	3_06		Cf eau/Na OH	-
.. -07	Sr-90/Y-90	1_07	2_07	3_07	4_07		-
.. -08	Autres émetteurs bêta purs (Ni-63, ...)	1_08	2_08	3_08			-
.. -09	U + desc.	1_09	2_09	3_09	4_09		-
.. -10	Th + desc.	1_10	2_10	3_10	4_10		-
.. -11	Ra-226 + desc.	1_11	2_11	3_11		Rn 222 : 5_11	-
.. -12	Ra-228 + desc.	1_12	2_12	3_12		Rn 220 : 5_12	-
.. -13	Isotopes Pu, Am, (Cm, Np)	1_13	2_13	3_13	4_13		-
.. -14	Gaz halogénés					5_14	-
.. -15	Gaz rares					5_15	-
.. -16	Dosimétrie gamma						6_16

## **Annexe 2**

### **Composition du dossier à joindre à la première demande d'agrément**

Le dossier de demande d'agrément initiale, adressé en trois exemplaires au directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, par lettre recommandée avec accusé de réception, comprend les indications suivantes :

1. Une demande précisant s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale ou sa dénomination, l'adresse de son siège social, sa structure juridique ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
2. Des renseignements généraux sur l'entreprise, ses statuts, ses capacités financières, la date de création du laboratoire, la liste des membres du conseil d'administration et du personnel de direction ;
3. La portée de la demande d'agrément en se référant à la grille des agréments définie à l'article 8 ;

4. L'activité dans le domaine des analyses durant l'année civile précédente (nombre de mesures effectuées par catégorie d'analyses définies à l'article 8) ;

5. Un descriptif du système qualité mis en place pour assurer la qualité des mesures radioactives, comprenant :
- le manuel qualité ou tout autre document démontrant la conformité des pratiques du laboratoire aux prescriptions de la norme NF EN ISO/CEI 17025,
  - la liste des personnels amenés à procéder aux analyses de radioactivité en précisant leur qualification et leur compétence technique,
  - la liste des méthodes de mesure mises en œuvre et, dans le cas où elles diffèrent des normes AFNOR ou ISO correspondantes, l'identification des écarts et le dossier de validation de la méthode interne,
  - la liste des équipements de mesure complétée par des informations sur leurs principales caractéristiques et performances ainsi que sur les dispositions de vérification périodique et d'étalonnage,
  - la liste des principaux équipements de conservation et de préparation des échantillons en vue de leurs mesures de radioactivité
  - la liste des étalons de radioactivité.

Pour les laboratoires accrédités, ce dossier est complété par la convention d'accréditation et son annexe technique délivrées par le COFRAC ou par un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), pour les types de mesure et radionucléides concernés par la demande d'agrément ;

6. Les éléments décrivant les dispositions prises pour assurer la qualité du prélèvement soumis à analyse, ainsi que :

- la liste des personnels amenés à procéder aux prélèvements en précisant leur qualification,
- la liste des modes opératoires et, dans le cas où les modalités de prélèvement diffèrent des normes AFNOR ou ISO correspondantes, l'identification et la justification des écarts,
- la liste des principaux matériels de prélèvement et de conservation des échantillons jusqu'au laboratoire de mesures.

Pour les laboratoires accrédités pour le prélèvement, ces informations sont complétées par la convention d'accréditation et son annexe technique délivrées par le COFRAC ;

7. Une attestation d'engagements, signée par le responsable du laboratoire,
- à participer aux essais inter-laboratoires mis en place par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire,
  - à informer la DGSNR de toute modification importante de son système qualité et, le cas échéant, de son périmètre d'accréditation,
  - à utiliser, dans tout document où il fait référence à l'agrément, le libellé défini à l'article 19,
  - le cas échéant, à ne sous-traiter les mesures de radioactivité diffusables sur le réseau national qu'à des laboratoires agréés ;
  -



## **PROJET DE MODIFICATIONS**

### **Annexe 2**

#### **Composition du dossier de candidature à joindre à la demande d'extension ou de renouvellement d'agrément**

Le dossier d'extension ou de renouvellement d'agrément, adressé en trois exemplaires au directeur général de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, par lettre recommandée avec accusé de réception, comprend les informations suivantes :

1. Une demande précisant s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social, sa structure juridique ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
2. La portée de la demande d'extension ou de renouvellement d'agrément en se référant à la grille des agréments définie à l'article 8 ;
3. L'activité dans le domaine des analyses de radioactivité depuis la dernière demande d'agrément (nombre de mesures effectuées annuellement par catégorie d'analyses définies à l'article 8) ;
4. - Pour une demande d'extension d'agrément, les documents constitutifs du système qualité correspondant à une première demande d'agrément ;  
- Pour une demande de renouvellement d'agrément, une mise à jour de tous les documents remis lors de la dernière demande d'agrément, dont notamment le manuel qualité ou tout autre document démontrant la conformité des pratiques du laboratoire à la norme NF EN ISO/CEI 17025 ,les listes du personnel, des méthodes de mesures et des équipements (traitement , mesures ,...);
5. Une mise à jour des éléments décrivant les dispositions prises pour assurer la qualité du prélèvement soumis à analyse et des enregistrements transmis lors de la dernière demande d'agrément.
6. Un renouvellement de l'attestation d'engagements, signée par le responsable du laboratoire.

## **Annexe 4**

### **Liste des informations minimales devant accompagner les résultats de mesures**

#### **1. Données relatives au prélèvement**

##### **A. Caractéristiques de l'échantillon**

Type d'échantillon

Traitement de l'échantillon (par exemple: traitement chimique, délai de 5 jours, etc.)

##### **B. Date et heure**

Date de prélèvement de l'échantillon

Type de date (par exemple: date de début, date de fin, etc.)

Heure de prélèvement de l'échantillon(\*)

Échelle de temps(\*) (par exemple: GMT)

Durée du prélèvement (en heures)

##### **C. Lieu**

Nom de la localité

Code de la Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS). La liste des codes régionaux pour la France est disponible à l'adresse suivante : [www.cordis.lu/fr/src/d\\_021\\_fr.htm](http://www.cordis.lu/fr/src/d_021_fr.htm)

Latitude, longitude en degrés, minutes ou degrés décimaux.

Bassin versant(\*), pour les eaux de surface: nom de la rivière, du lac, du réservoir, de la mer.

#### **2. Données de mesure**

Nom du laboratoire

Catégorie de nucléides

Type d'appareil

Valeur de l'activité

Incertitude

Type d'incertitude

Unité de valeur

Type de valeur

Date de référence(\*), date pour laquelle la valeur d'activité est indiquée.

Débit(\*), pour l'eau de rivière.

Rythme de production(\*), pour le lait et l'eau potable.

Volume produit ou distribué sur une année, pour l'eau potable.

(\*) Uniquement si nécessaire.

